

SOCIÉTÉ • JEUX OLYMPIQUES DE PARIS 2024

Avant les JO de Paris, des associations dénoncent un « nettoyage social », les autorités démentent vouloir « cacher la misère »

Le collectif Le revers de la médaille constate une hausse du rythme des expulsions et un nombre insuffisant d'hébergements d'urgence. La crainte est que de telles opérations se multiplient dans les derniers jours avant l'arrivée des touristes.

Par Claire Ané et Sylvia Zappi

Publié le 11 avril 2024 à 06h00, modifié le 11 avril 2024 à 10h17 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Des activistes du collectif Le Revers de la médaille devant le Musée d'Orsay, à Paris, le 24 mars 2024, pour protester contre le creusement des inégalités que favoriseraient les Jeux olympiques dans la capitale. GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Les précédents des Jeux olympiques (JO) de Vancouver, en 2010, ou d'Atlanta, en 1996, ont marqué les esprits. Des amendes pour ceux qui faisaient la manche, des distributions alimentaires éloignées de plusieurs kilomètres, une loi pour le déplacement forcé des SDF... Il n'était pas question de laisser les sans-abri gâcher l'image des JO. Les Jeux de Paris 2024 seront-ils, eux aussi, l'occasion d'un nettoyage social, consistant à disperser, éloigner, invisibiliser les personnes à la rue sans leur proposer d'hébergement durable ?

Lire aussi : [Dans un hébergement d'urgence ouvert à Paris : « Au moins je suis au chaud »](#)

C'est la crainte du collectif Le Revers de la médaille, qui regroupe 80 associations (dont Médecins du monde, le Secours catholique, Action contre la faim...). « *Les choses s'emballent. Avant même la fin de la trêve hivernale, le 31 mars, on a assisté à la multiplication des expulsions et des interventions de la police dans les futurs périmètres de sécurité* », assure Paul Alauzy, porte-parole du collectif et coordonnateur de la veille sanitaire à Médecins du monde.

Le 3 avril, la Préfecture de police a ainsi fait évacuer une centaine de personnes sans papiers – essentiellement des familles avec enfants – de la place de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. Un car avait été affrété pour les héberger dans un sas régional, à Besançon. Seule une minorité a accepté d'y être transférée. Deux jours plus tard, les familles, revenues sur place, ont été de nouveau chassées.

« Aucune solution proposée »

Les mêmes soirs, des opérations étaient menées par les forces de l'ordre pour déloger des campements de mineurs isolés le long des berges de la Seine, les empêchant de se réfugier plus loin. Ils sont, entre-temps, partis occuper la Maison des métallos, dans le 11^e arrondissement. « *On a plein de situations isolées de migrants qui se font déloger ces derniers temps, sans qu'aucune solution ne leur soit proposée* », s'alarme Nikolaï Posner, porte-parole d'Utopia 56. A Bordeaux, un bidonville situé à quelques mètres du stade où auront lieu des épreuves de football a été évacué, le 28 mars, la préfecture faisant valoir que le bidonville se situait dans le périmètre de sécurité.

A Paris, le lien entre ces opérations et les Jeux est cependant difficile à établir, car les expulsions de campements de personnes exilées sont régulières, rappelle un récent [rapport du collectif Accès au droit](#). Mais une intensification semble bel et bien à l'œuvre : entre avril 2023 et mi-mars 2024, l'[Observatoire des expulsions des lieux de vie informels](#) en a recensé 33 dans la capitale, contre 19 sur la même période, un an auparavant.

Lire aussi | [Fin de la trêve hivernale : la hausse des expulsions locatives en graphiques](#)

Les 6 000 personnes visées se sont vu proposer une mise à l'abri de quelques jours dans 70 % des cas, alors que ce taux était auparavant de 82 %. A l'échelle de l'Île-de-France, les expulsions de campements, bidonvilles et squats ont été multipliées par deux en quatre ans. « *Les gens sont poussés à s'installer plus loin, de façon cachée, ce qui réduit les possibilités de les aider* », alerte Célia Mougel, coordinatrice de l'Observatoire.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

En dépit des opérations d'expulsions et d'éloignement, le constat est partout le même, le sans-abrisme augmente : 3 500 personnes ont été décomptées à Paris, lors de la [Nuit de la solidarité du 25 janvier 2024](#), soit 500 de plus en un an, et presque autant qu'avant la pandémie de Covid-19. En Seine-Saint-Denis, 420 personnes ayant réussi à joindre le 115 sont restées sans solution le 1^{er} avril, contre 158 l'année précédente.

A Paris, en février, elles étaient en moyenne 886 par jour, dont une large majorité de familles. Et ce, bien que l'Etat finance, depuis la crise sanitaire, un nombre record de lits d'urgence : 100 000 en Ile-de-France. Auxquels se sont ajoutés, en avril 2023, dix sas régionaux, permettant d'accueillir, pour une durée de vingt et un jours, 150 sans-abri d'Ile-de-France chaque semaine.

Lire le reportage | [Les « sas régionaux d'accueil », une mise à l'abri temporaire pour les migrants, loin de Paris et des Jeux olympiques](#)

Ces sas ont été perçus par certaines associations comme le début d'un « nettoyage social », puisqu'ils envoient des sans-abri loin du théâtre des Jeux olympiques et devaient initialement s'arrêter fin 2024, quelques mois après la compétition. Le gouvernement dément tout lien, faisant valoir qu'il a élargi un dispositif existant afin de soulager une région parisienne saturée, et que seuls les sans-abri volontaires partent. « On a organisé la pénurie en Ile-de-France pour pousser les gens à aller dans les sas », juge néanmoins Maxence Delaporte, directeur général adjoint d'Interlogement93, gestionnaire de l'hébergement d'urgence en Seine-Saint-Denis.

« Déplacer la difficulté »

Ces sas n'ont pas fait le plein, n'accueillant au total que 3 800 personnes pour une capacité d'environ 7 000 places. « Ils ne valent que pour des étrangers arrivés récemment sur le territoire et qui n'ont pas d'attaches », note la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS). De fait, de nombreux sans-abri qui ont un travail, des enfants scolarisés et ont tissé des liens de solidarité en région parisienne refusent de la quitter ou y reviennent. D'autant plus qu'une fois sortis d'un sas, les solutions manquent.

« A Marseille, alors que nous avons un problème structurel avec plus de 10 000 personnes ayant besoin d'un hébergement d'urgence pour 4 000 places disponibles, il a fallu faire de la place pour les arrivants de Paris », remarque Julien Moisan, chargé du plaidoyer au Secours catholique. « Les sas ne font que déplacer la difficulté car les villes d'arrivée se retrouvent avec la même insuffisance de lieux d'accueil. Les interventions policières n'ont qu'un seul but, la dispersion d'un lieu à un autre », note Pascal Brice, président de la FAS.

Dans ce contexte tendu, les autorités préfectorales ont engagé une concertation avec le milieu associatif. En lien avec la Ville de Paris, elles ont recensé les personnes installées dans les différents « périmètres JO ». « A la suite de ce décompte, nous sommes en train de créer plus de 220 places pérennes pour accueillir les "grands marginaux" vivant dans les zones sécurisées autour des sites d'épreuves. Elles constitueront un héritage social très positif de ces Jeux », se réjouit la préfecture de région.

Des réunions ont lieu pour organiser la continuité de l'aide alimentaire et du travail social. « La Ville de Paris a pris le sujet en main et on va pouvoir continuer nos dispositifs de veille sociale, y compris en zone rouge [les périmètres sécurisés]. Mais tous ces moyens ne concernent que les personnes visibles près des sites olympiques », souligne Lila Cherief, chargée des JO au Secours catholique.

De nouvelles expulsions imminentes

La préfecture met, elle, l'accent sur la stabilité des financements pour 2024 : « La situation de l'hébergement d'urgence n'est pas plus dégradée que début avril 2023, et nous n'avons pas d'inquiétude particulière pour juillet et août. Nous n'avons jamais fixé l'objectif qu'il y ait zéro sans-abri pour les Jeux. Il n'y a pas non plus de volonté de cacher la misère. »

Les associations craignent au contraire une nouvelle dégradation. Les squats de l'avenue Jean-Jaurès, à l'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où vivent 200 personnes, dont une quarantaine d'enfants, s'attendent à être expulsés vendredi. L'expulsion d'un autre de plus de 450 personnes à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) s'annonce, elle aussi, imminente. Les expulsions locatives, en hausse de 23 % en 2023, devraient continuer à progresser.

Les associations demandent donc l'ouverture d'une base humanitaire pour les personnes à la rue durant les JO, à l'image de ce qui avait été mis en place pour l'accueil des réfugiés ukrainiens, et

présentent les autorités de créer des hébergements d'urgence. La Mairie de Paris s'active aussi pour trouver des mises à l'abri supplémentaires. « On a recensé quatre-cinq lycées professionnels vacants, soit environ 1 000 places potentielles. Les lieux pourraient être ensuite pérennisés. Si l'Etat faisait de même avec les locaux de l'AP-HP et de la RATP, on pourrait parvenir à un héritage solidaire des JO », fait-on remarquer au cabinet d'Anne Hidalgo.

Le temps presse et les ONG voient avec angoisse la date des Jeux arriver. La crainte est grande que les opérations se multiplient dans les derniers jours avant l'arrivée des touristes. Le 24 mars, le collectif Le Revers de la médaille a organisé une action coup de poing, habillant les statues du Sénat et du Jardin du Luxembourg pour dénoncer le « nettoyage social » de la capitale à l'occasion de Paris 2024. « On n'est pas anti-JO, mais on veut trouver des solutions pour les plus précaires », argumente Paul Alauzy, qui prévient : « Jusqu'à une semaine de l'ouverture des épreuves, il est possible de débloquer la situation. Mais si rien ne se passe, s'il faut ternir l'image de Paris 2024 pour se faire entendre, on le fera. C'est la vie des gens qui est en jeu. »

Claire Ané et Sylvia Zappi

Le Monde Ateliers

Découvrir

Cours du soir

Immersion dans l'économie du crime

Cours du soir

Comment regarder un tableau

Cours en ligne

De Maria à Diva, l'Opéra à travers la Callas

Voir plus